

3459

Groupe de la Banque africaine de développement



Allocution de M. Omar Kabbaj,
Président de la Banque africaine de développement,
à la séance d'ouverture de la 40^e Assemblée annuelle du
Groupe de la Banque africaine de développement

Intensifier l'appui en faveur d'une Afrique émergente

Abuja, Nigeria
18 mai 2005

760

Introduction

Excellence, Monsieur Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigeria et Commandant en chef des Forces armées
 Excellence, Madame Ngozi Okonjo-Iweala, Présidente du Conseil des Gouverneurs,
 Excellences, Honorables Gouverneurs de la Banque africaine de développement,
 Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, membres du Corps diplomatique et représentants des organisations internationales,
 Distingués administrateurs du Groupe de la BAD,
 Excellences,
 Distingués représentants des organisations de la société civile,
 Mesdames, Messieurs,

J'ai le grand honneur et le privilège de vous souhaiter la bienvenue aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement. Je voudrais, en tout premier lieu, remercier Son Excellence Olusegun Obasanjo, Président de la République fédérale du Nigeria et Commandant en chef des Forces Armées du Nigeria, le gouvernement du Nigeria, ainsi que le peuple d'Abuja d'avoir eu l'amabilité de nous inviter à tenir ces assemblées annuelles ici à Abuja et de l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé aux participants, dans la tradition de l'hospitalité africaine. En effet, ce n'est que justice que la Banque célèbre sa 40^e Assemblée annuelle ici à Abuja, capitale du Nigeria, car ce pays est non seulement l'un des membres fondateurs de la Banque mais aussi son principal actionnaire. En outre, au cours des quatre dernières décennies, le Nigeria a apporté au Groupe de la Banque un soutien inébranlable et a joué un rôle de tout premier plan ce qui a permis à la Banque de devenir ce qu'elle est aujourd'hui – la principale institution de financement du développement en Afrique.

Au fil des années, Son Excellence le Président Obasanjo, a apporté, à titre personnel, un appui sans faille à la Banque. Il me suffira de souligner que c'est sous sa présidence et sous son patronage personnel que le Fonds spécial du Nigeria (FSN) a été mis en place en 1976 au sein de la Banque africaine de développement, avec pour noble objectif de

partager les richesses du Nigeria avec ses pays frères d'Afrique. Au cours des trois dernières décennies, le FSN, qui avait été créé avec des contributions du Nigeria se chiffant à 150 millions de dollars, a fourni plus de 400 millions de dollars à une trentaine de pays.

Monsieur le Président, au nom de la Banque africaine de développement et au nom de toutes les personnalités ici présentes, je saisis cette occasion pour exprimer à votre Excellence notre profonde gratitude pour l'appui que vous-même ainsi que le gouvernement de la République fédérale du Nigeria apportez à la Banque. Qu'il me soit également permis de vous témoigner notre profonde reconnaissance pour vos nombreuses contributions au progrès de l'Afrique. Les efforts courageux que vous déployez pour promouvoir la renaissance politique et économique du Nigeria sont reconnus et salués par tous. Le monde entier se salue également votre indéfectible attachement à la paix et à la sécurité de l'Afrique dont vous faites montre dans vos fonctions de Président de l'Union africaine. C'est pendant votre présidence du Comité des Chefs d'Etat et de gouvernement chargé de la mise en oeuvre du NEPAD que cette initiative a pris racine et qu'aujourd'hui, elle présente s'annonce un moteur puissant susceptible d'impulser le renouveau économique et social de notre continent.

J'aimerais aussi partager avec vous mes espoirs et mes aspirations pour l'avenir de la Banque.

Excellences,

Ces Assemblées annuelles sont pour moi l'ultime occasion de prendre la parole devant vous en qualité de Président de la Banque africaine de développement, étant donné que mon deuxième mandat arrivera bientôt à son terme. Servir l'Afrique et la Banque africaine de développement à ce titre aura été pour moi un grand privilège. Aussi voudrais-je, en tout premier lieu, remercier nos Honorables gouverneurs et les Etats que vous représentez, de m'avoir donné cette chance exceptionnelle. Nous sommes peu

nombreux à avoir joui d'un tel privilège. Jamais je n'oublierai cet honneur et cette expérience.

En outre, il est extrêmement exaltant que le redressement remarquable de l'évolution économique sur notre continent soit intervenu pendant mon mandat et c'est pour moi un honneur d'avoir apporté une contribution, si modeste soit-elle, à cette oeuvre. Aussi le rapport que je présenterai à nos honorables gouverneurs aujourd'hui évoquera-t-il, non seulement l'Afrique et la Banque en 2004, comme à l'accoutumée, mais aussi le contexte plus large dans lequel s'inscrivent les principaux éléments de l'évolution de l'Afrique et du monde ces des dix dernières années.

Excellences,

Mesdames, Messieurs

La 40^e Assemblée annuelle de la Banque et la 31^e Assemblée annuelle du Fonds africain de développement se tiennent à un moment où notre continent traverse peut-être l'une des périodes les plus remarquables de son histoire récente, marquée par une conjonction de facteurs favorables:

- *Premièrement*, les armes se sont tues dans une bonne partie du continent et la plupart de nos pays vivent aujourd'hui dans la paix, grâce, en grande mesure, aux efforts inlassables de l'Union africaine, des dirigeants africains tels que le Président Olusegun Obasanjo et ses collègues, ainsi que les Nations unies et les organisations régionales.
- *Deuxièmement*, après une crise économique prolongée, suivie par des réformes radicales, un nombre croissant de pays africains commencent à enregistrer et à maintenir des taux de croissance économique élevés et s'efforcent ainsi de sortir leurs populations du piège de la pauvreté absolue. Quelques indicateurs montrent clairement le chemin parcouru par notre continent au cours de la décennie écoulée:
 - Pendant la première moitié des années 90, le taux de croissance du PIB de l'Afrique s'est élevé à 1 %, ce qui implique des taux de croissance par

de développement de l'Afrique mais elle a aussi formulé un certain nombre de recommandations perspicaces et pragmatiques en vue d'améliorer les perspectives de développement du continent. En outre, le Sommet des Chefs d'Etat prévu par les Nations unies en septembre évaluera les progrès que les pays en développement sont en train d'accomplir en vue d'atteindre les objectifs de développement du millénaire (ODM).

- *Cinquièmement*, au cours des dernières années, l'Afrique s'est trouvée face à un environnement extérieur favorable caractérisé par le renchérissement des cours et la hausse de la demande de la plupart des matières premières. Nos pays doivent mettre à profit ces gains exceptionnels pour accélérer la mise en oeuvre de leurs programmes de réformes et renforcer leur lutte contre la pauvreté. Nous conseillons aussi à ces pays d'utiliser ces gains avec prudence en mettant de côté une part importante-- en vue de les utiliser ultérieurement – car cette aubaine sera vraisemblablement de courte durée.
- Et *sixièmement*, après quasiment une décennie de réformes, la Banque africaine de développement est devenue une institution plus forte et plus dynamique:
 - Les approbations du Groupe de la Banque, qui étaient tombées à moins de 1 milliard de dollars en 1995 et 1996, ont été en progression constante et atteint le niveau de 4, 3 milliards de dollars en 2004 – le niveau le plus élevé de l'histoire de la Banque.
 - La qualité des opérations de la Banque, suivant les orientations du document de 1999 sur la Vision et le Plan stratégique 2002-2007, s'est nettement améliorée grâce à l'amélioration de la préparation et de l'élaboration des projets, au renforcement de la gestion du portefeuille, à l'introduction de la gestion axée sur les résultats et à une présence affirmée sur le terrain.
 - Le revenu d'exploitation de la Banque qui était tombé à 80 millions de dollars en 1994 s'est amélioré au cours de la dernière décennie et a atteint le chiffre record de près de 342 millions de dollars en 2004, ce qui a permis à la Banque de consolider son assise financière et de retrouver sa cote uniforme AAA auprès des principales agences de cotation.

Dans l'ensemble, j'ai le plaisir d'annoncer que l'assise organisationnelle de la Banque a été renforcée et *que l'institution attire aujourd'hui quelques-uns des cerveaux les plus brillants afin de les mettre au service de l'Afrique. En effet, la Banque est incontestablement aujourd'hui prête à satisfaire les grandes aspirations tant de ses actionnaires que de sa clientèle et de jouer un rôle de tout premier plan dans le partenariat entre l'Afrique et ses partenaires au développement.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

A la lumière de cette évolution favorable, les pays africains, leurs partenaires au développement et la Banque africaine de développement doivent absolument saisir cette occasion historique pour faire avancer leur programme commun de développement économique. C'est le moment opportun pour les pays africains de redoubler d'efforts afin de sortir des millions de leurs citoyens de la pauvreté absolue. C'est le moment opportun pour la communauté internationale d'augmenter ses concours en faveur des pays africains afin de leur permettre de tirer pleinement parti de leurs immenses possibilités et partant, de contribuer à la richesse et à la prospérité mondiale. C'est le moment opportun pour la Banque africaine de développement d'intensifier son appui en faveur d'une Afrique en pleine renaissance et émergente.

Quels sont les principaux enjeux du développement auxquels nos pays membres régionaux font face aujourd'hui? A quoi les pays africains doivent-ils raisonnablement s'attendre de leurs partenaires au développement ? A quels défis la Banque africaine de développement doit-elle faire face au moment où elle s'efforce de consolider les acquis des dernières années et de renforcer l'impact de ses opérations? Avec votre permission, je voudrais vous faire part de mes réflexions sur ces questions qui revêtent une importance cruciale. Je commencerai par passer en revue la situation de l'Afrique et les défis qui interpellent nos pays membres régionaux dans le domaine du développement.

Résultats économiques et défis du développement de l'Afrique

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Comme je l'ai déjà souligné, 2004 a été une année exceptionnelle pour l'Afrique en ce qui concerne sa performance économique globale. Malgré des variations d'un pays ou d'une région à l'autre, le taux de croissance du PIB moyen du continent a été le plus élevé jamais enregistré depuis huit ans, ce qui confirme la tendance positive constatée au cours des dernières années. Cette amélioration de la performance s'est généralisée et s'est étendue tant aux exportateurs qu'aux importateurs de pétrole. Par ailleurs, le déficit budgétaire ayant été neutre pour la première fois depuis des décennies et la croissance monétaire plus lente, le taux d'inflation moyen a chuté en dessous de 10% --taux le plus bas depuis deux décennies. En outre, une nette amélioration des comptes extérieurs de nombre de pays a été enregistrée, étant donné que le continent a réalisé un excédent important de la balance des opérations courantes et que le ratio du service de la dette sur les exportations est tombé à son point le plus bas.

Comme vos Excellences le comprennent, cette amélioration des résultats économiques s'explique par des facteurs externes et internes. Parmi les facteurs les plus importants, il convient de mentionner sans doute l'amélioration des termes de l'échange conjuguée à une forte demande de matières premières en provenance de pays africains. Dans le même temps, cependant, force est de reconnaître que la gestion macroéconomique s'est améliorée dans un nombre croissant de nos pays membres régionaux et lui imputer ces succès. En effet, nos honorables gouverneurs rassemblés ici aujourd'hui auxquels incombe dans une large mesure la responsabilité de la gestion des économies africaines devraient, à juste titre, être fiers de cette amélioration de la gestion des économies africaines et des réalisations remarquables enregistrées ces dernières années.

Excellences,

Tout en nous félicitant de l'amélioration de la performance économique affichée dans nombre de nos pays, force est de maintenir notre attention concentrée sur les principaux problèmes de développement auxquels ils continuent de faire face. Et à cet égard, nous devons continuer de mesurer les progrès de nos pays à l'aune de repères convenus à l'échelle internationale dans le cadre des Objectifs développement du millénaire (ODM).

Des études importantes précisent que malgré l'amélioration de la performance économique, l'Afrique est à la traîne par rapport à d'autres régions dans la progression vers la réalisation des ODM. Par ailleurs, faute de grandes initiatives de portée régionale et internationale, très peu de pays, excepté ceux d'Afrique du Nord et quelques pays en Afrique australe, atteindront vraisemblablement l'objectif crucial de réduire de moitié avant 2015 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue.

À l'évidence, les pays africains et leurs partenaires au développement devront faire davantage pour surmonter les principaux obstacles qui freinent le développement du continent. Si vous me le permettez, je voudrais souligner quelques-uns des principaux enjeux de politique économique auxquels nos pays membres régionaux font face ainsi que les mesures à prendre pour les relever.

L'impératif du maintien de la paix, de la stabilité et de l'harmonie sociale doit sous-tendre tous les efforts visant à réaliser des avancées économiques et sociales. Le sentiment d'exclusion du jeu politique et du partage des avantages économiques ayant été la cause profonde de nombreux conflits par le passé, nous sommes encouragés par les mesures que nos pays membres régionaux sont en train de prendre en vue de renforcer les systèmes démocratiques de gouvernance. Ces actions doivent absolument être consolidées afin d'associer tous les citoyens à la prise de décision politique à l'échelle nationale, régionale et locale, et de leur permettre à tous de tirer équitablement parti des fruits de la croissance économique.

Sur le front économique, le défi le plus crucial que nombre de nos pays sont appelés à relever consiste à augmenter les taux de croissance économique et à les maintenir à des niveaux élevés tout en veillant à ce qu'ils touchent tous les secteurs et qu'ils profitent aux pauvres. A l'évidence, la stabilité macroéconomique est une condition préalable à la réalisation de taux de croissance élevés et, à cet égard, il est encourageant qu'un nombre croissant de nos pays membres régionaux soient en train d'y parvenir. Le défi qui interpelle nos pays actuellement consiste à dépasser le stade de la réalisation de cette stabilité pour aborder avec efficacité les réformes dites de deuxième génération.

A cet égard, il est crucial d'améliorer davantage les conditions nécessaires à la croissance de l'investissement privé –tant national qu'extérieur. Malgré l'évolution encourageante enregistrée ces dernières années, elles demeurent malheureusement très précaires. En particulier, la part de l'Afrique dans les flux de capitaux privés internationaux n'indique pas encore une progression significative.

Pour créer un environnement favorable à la promotion du secteur privé, il convient d'engager un certain nombre d'actions. Premièrement, il est nécessaire d'approfondir les réformes dans le domaine de la gouvernance, en mettant particulièrement l'accent sur les réformes des cadres juridique et judiciaire. En particulier, il conviendrait de donner la priorité aux réformes visant à clarifier et à protéger les droits de propriété ainsi qu'à l'amélioration de la gestion institutionnelle. En outre, il convient de déployer des efforts afin de rationaliser le droit et les systèmes commerciaux afin de veiller à l'application rapide et efficace des obligations contractuelles. Il convient aussi d'intensifier la lutte contre la corruption car la corruption sape non seulement la confiance des citoyens mais répulse aussi les investisseurs potentiels.

Deuxièmement, il faudra en priorité, améliorer l'état de l'infrastructure dans nombre de nos pays car la précarité des infrastructures constitue souvent un obstacle majeur à l'investissement privé. Chacun reconnaît aujourd'hui que la négligence dont le

secteur des infrastructures a fait l'objet au cours de la dernière décennie a été un manquement grave sur le plan des politiques. Pour rattraper le terrain perdu, il conviendrait de concevoir des stratégies novatrices et notamment de nouvelles formes de partenariats public-privé—et y compris les institutions financières internationales – afin de mobiliser les investissements énormes dont nous avons besoins. Troisièmement, la priorité devrait aller à l'approfondissement des réformes du secteur financier afin de mobiliser davantage des ressources intérieures et extérieures.

Afin d'atteindre les ODM, nos pays devront aussi continuer à privilégier l'investissement dans l'éducation et la santé et en particulier dans la lutte contre la pandémie du VIH/sida. Ces investissements sont nécessaires pour jeter les bases de la croissance à long terme et former une main d'œuvre qui puisse et s'affirmer dans un univers de plus en plus compétitif. Nous nous félicitons des mesures prises par nos pays membres en vue d'augmenter leurs niveaux d'investissement dans ces importants secteurs. L'enjeu actuellement consiste à améliorer la qualité et l'efficacité des services que nous offrons et à nous assurer que des résultats concrets sont réalisés sur le terrain.

Un autre enjeu de taille pour nos pays est le renforcement des accords de coopération et d'intégration régionales qui jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la compétitivité mondiale des économies africaines. Bien que l'initiative du NEPAD ait insufflé une dynamique forte à ces efforts, il est évident que beaucoup reste encore à faire. Tout d'abord, il convient de rationaliser les communautés économiques existantes. Ensuite, il est nécessaire de renforcer les organisations des communautés économiques régionales afin de les doter de la capacité de s'acquitter des nombreuses tâches attendues d'elles. Enfin, il faut absolument intervenir sur le terrain pour éliminer les nombreux obstacles de type bureaucratique qui freinent encore l'accroissement des échanges commerciaux et de l'investissement.

Nous espérons que nos pays membres régionaux prendront les mesures qui s'imposent sur ces fronts et qu'ils saisiront les opportunités qui s'offrent à elles. Comme l'expérience de nombre de pays à travers le continent l'a montré, rien n'empêcherait un

nombre croissant de pays membres régionaux de mettre en place les cadres de politique indispensables et de renforcer les capacités nécessaires à l'accélération de leurs taux de croissance et à la réalisation de leurs objectifs économiques et sociaux. Il nous suffira, à cet égard, de rappeler que les pays nouvellement industrialisés d'Asie, qui sont aujourd'hui des pays à revenu intermédiaire, étaient dans la même situation économique que celle dans laquelle l'Afrique se trouve aujourd'hui il y a de cela quelques décennies seulement.

Appui international aux efforts de développement de l'Afrique

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

A l'heure où les pays africains mobilisent leurs ressources humaines et financières pour réaliser les Objectifs de développement du millénaire (ODM), ils ont encore besoin de l'appui soutenu et accru de leurs partenaires au développement. À cet égard, nous nous réjouissons des récentes initiatives prises par la communauté des donateurs pour impulser une dynamique nouvelle en vue d'accroître leur soutien à l'Afrique. Il s'agit notamment de l'augmentation de l'aide publique au développement, des nouvelles propositions visant à réduire davantage le poids de la dette extérieure de l'Afrique, et de la réforme radicale du commerce promise dans le cadre du cycle de négociations de l'OMC.

Après une décennie de réduction de l'APD enregistrée au cours des années 90, le volume de l'APD a commencé à augmenter ces trois dernières années. Conformément au consensus de Monterrey, plusieurs pays européens se sont engagés à accroître le volume de leur APD et les États-Unis ont créé le Millennium Challenge Account destiné à canaliser une forte augmentation des ressources additionnelles allouées au titre de l'APD. Nous accueillons favorablement toutes ces initiatives d'autant plus que le niveau actuel de l'APD est encore très nettement inférieur aux besoins de ressources extérieures des pays africains. À cet égard, la Commission pour l'Afrique préconise de doubler l'APD en faveur de l'Afrique, en lui affectant 25 milliards de dollars additionnels par an, au cours

Groupe de la Banque africaine de développement



Allocution d'ouverture de M. Omar Kabbaj,
Président de la Banque africaine de développement
Au Cinquième forum international BAD-OCDE sur les perspectives économiques en
Afrique:
2005: Quoi de nouveau pour l'Afrique?

761

Paris, France
Le 6 juin 2005

761

Introduction

Excellence, M. l'Ambassadeur Basilio Horta, Représentant permanent du Portugal auprès de l' OCDE et Président du Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs auprès de l'OCDE,
Mme le Professeur Louka Katseli, Directrice du Centre de développement de l'OCDE,
Distingués participants,
Mesdames, Messieurs,

Au nom de la Banque africaine de développement et en mon nom personnel, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue au Cinquième forum international sur les perspectives économiques en Afrique organisé conjointement par la Banque et le Centre de développement de l'OCDE. Permettez-moi, tout d'abord, de remercier le Centre et, en particulier, sa Directrice, le Professeur Louka Katseli, pour avoir collaboré étroitement avec nous à l'organisation de ce Forum. Au cours des cinq dernières années, nos deux institutions ont établi des relations professionnelles étroites comme le montrent non seulement le grand intérêt que ces Forums suscitent mais également la qualité des éditions successives de notre publication conjointe, *Perspectives économiques en Afrique*. J'ai le plaisir de constater, à ce sujet, que le Rapport sur les Perspectives a désormais acquis ses lettres de noblesse, en tant que publication internationale sur les questions de développement en Afrique.

Qu'il me soit également permis d'exprimer ma profonde gratitude aux distingués intervenants qui ont bien voulu accepter notre invitation à prendre part à ce Forum. Nous attendons avec beaucoup d'intérêt vos interventions et votre analyse des problèmes de développement auxquels font face les pays africains et leurs partenaires du développement.

Les services qui ont produit l'édition 2004/2005 des *Perspectives économiques en Afrique* vous présenteront des exposés sur les conclusions du Rapport. Toutefois, je voudrais saisir cette occasion pour vous faire part de notre évaluation des événements majeurs qui ont eu lieu en Afrique et des difficultés auxquelles les pays africains et leurs partenaires au développement ont été confrontés, sur le plan des politiques. C'est aussi le

lieu de mettre en exergue quelques-unes des activités récentes de la Banque africaine de développement visant à appuyer les efforts déployés par ses pays membres régionaux en vue de leur développement.

Quoi de nouveau pour l'Afrique?

Distingués participants,

Comme vous le savez tous, le Forum de cette année a pour thème « Quelles nouvelles pour l'Afrique en 2005 ? ». A l'évidence, la question n'est pas innocente car cette année, il se passe beaucoup de choses nouvelles et positives qui présentent un grand intérêt pour l'Afrique. En effet, comme je l'ai indiqué aux Assemblées annuelles du Groupe de la Banque il y a deux semaines seulement, l'Afrique est peut-être en train de traverser l'une des périodes les plus favorables de son histoire récente, marquée par une conjonction intéressante de facteurs. Permettez-moi de souligner les plus importants

Premièrement, il est évident que les armes se sont tues dans une bonne partie du continent et la plupart des pays africains vivent aujourd'hui dans la paix. Certes, des conflits perdurent dans certains pays et il y a le risque que de nouveaux se déclarent. Néanmoins, par rapport à la situation que nous connaissions il y a tout juste une décennie, il ne fait pas de doute que beaucoup de progrès ont été accomplis.

Deuxièmement, des progrès considérables ont également été réalisés pour ce qui est de l'implantation d'institutions démocratiques à travers l'Afrique. Et, en dépit de la nécessité de renforcer ces institutions et les systèmes de bonne gouvernance dans de nombreux pays, nous convenons tous que le visage politique de l'Afrique a beaucoup changé, et en mieux, au cours de la décennie écoulée.

Troisièmement, après une période prolongée de crise économique au cours de laquelle il a fallu mettre en œuvre des réformes radicales, un nombre croissant de pays africains commencent à enregistrer un redressement économique remarquable. Ces réformes ont permis de réaliser des gains économiques importants—j'y reviendrai un peu plus tard.

Quatrièmement, une dynamique nouvelle a été imprimée à l'initiative du NEPAD, ce qui a insufflé une impulsion nouvelle aux accords de coopération et d'intégration régionales et encouragé la démocratie, la bonne gouvernance et une gestion saine de l'économie en Afrique. A cet égard, il est encourageant de constater que près de la moitié des pays du continent ont adhéré au Mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP).

Cinquièmement, la communauté internationale, notamment le G8, l'Union européenne et les pays scandinaves -- est en train de se mobiliser pour intensifier son appui aux pays africains. En effet, le prochain sommet du G8 qui se tiendra à Gleneagles, devrait examiner les principales recommandations de la Commission pour l'Afrique -- telles que le doublement de l'APD en faveur de l'Afrique et un allègement de la dette de 100%. De même, le Sommet des Chefs d'Etat qui se tiendra en septembre sous l'égide des Nations Unies fera le bilan des progrès que les pays en développement sont en train d'accomplir pour atteindre les ODM.

Enfin et *sixièmement*, au cours des dernières années, l'Afrique s'est trouvée face à un environnement extérieur favorable caractérisé par le renchérissement des cours et la hausse de la demande de quelques-unes des matières premières qu'elle exporte, en particulier le pétrole et les métaux. Cette situation est en train de générer des gains exceptionnels pour nombre de pays. A cet égard, nous les avons exhorté à tirer parti de ces bénéfices exceptionnels pour accélérer le rythme de leurs programmes de réforme et renforcer leur lutte contre la pauvreté, en mettant de côté une part importante de ressources pour un usage futur -- comme certains ont déjà commencé à le faire -- étant donné que ces bénéfices exceptionnels seront vraisemblablement temporaires.

Cette conjonction de facteurs favorables commence à avoir une incidence remarquable sur les perspectives de développement de l'Afrique, détaillées dans le Rapport de cette année sur les *Perspectives économiques en Afrique* qui vous sera présenté sous peu. Quelques indicateurs montrent, cependant, tout le chemin parcouru par le continent africain au cours des quinze dernières années.

- Pendant la première moitié des années 1990, L'Afrique a enregistré un taux de croissance du PIB de 1%, qui a entraîné des taux de croissance du PIB par habitant négatifs -- contrairement aux cinq dernières années, où il a atteint en moyenne 4%.
- Le taux d'inflation en Afrique a avoisiné en moyenne 20% pendant la première moitié des années 1990 tandis qu'au cours des cinq dernières années, il a été de 10% en moyenne.
- En outre, le déficit budgétaire en Afrique, qui a été en moyenne de 5% pendant la première moitié des années 1990, s'est tassé et est revenu en moyenne à 1,4% au cours des cinq dernières années.

L'année 2004, en particulier, a été exceptionnelle pour l'Afrique en ce qui concerne sa performance économique globale. Le taux de croissance du PIB moyen du continent, à un peu plus de 5%, a été le plus élevé jamais enregistré depuis huit ans, ce qui confirme la tendance positive constatée au cours des dernières années. Malgré les variations d'un pays et d'une région à l'autre, l'amélioration de la performance s'est généralisée pour toucher tant les exportateurs que les importateurs de pétrole. Par ailleurs, le déficit budgétaire ayant été neutre pour la première fois depuis des décennies et la croissance monétaire plus lente, le taux d'inflation moyen a chuté en dessous de 10% --taux le plus bas depuis deux décennies. En outre, les comptes extérieurs de nombre de pays se sont nettement améliorés et l'Afrique a enregistré un excédent important de la balance des transactions courantes, et le ratio du service de la dette par rapport aux exportations a chuté à un niveau record.

Saisir les opportunités au niveau mondial et régional

Distingués participants,

Tout en nous félicitant de l'amélioration de la performance économique affichée, les pays africains doivent, par nécessité, polariser leur attention sur leurs principaux problèmes de développement – la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie de leurs populations. A cet égard, nous les encourageons à tout mettre en œuvre pour saisir l'occasion créée par la conjonction de facteurs favorables pour faire avancer leur programme de réformes. Il convient, notamment, de redoubler d'efforts pour progresser vers la réalisation des objectifs de développement du Millénaire (ODM).

A cet égard, d'importantes études récentes – y compris le Rapport sur le Projet de Millénaire réalisé sous l'égide des Nations Unies -- précisent que malgré l'amélioration de la performance économique, l'Afrique est à la traîne par rapport à d'autres régions dans la progression vers la réalisation des ODM. Par ailleurs, faute de grandes initiatives de portée régionale et internationale, très peu de pays, excepté ceux d'Afrique du Nord et quelques pays en Afrique australe, atteindront vraisemblablement l'objectif crucial de réduire de moitié avant 2015 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue. À l'évidence, les pays africains et leurs partenaires au développement devront faire davantage pour surmonter les principaux obstacles qui freinent le développement du continent. Certains défis cruciaux sur le plan des politiques méritent toute leur attention.

Le défi le plus crucial pour nombre de pays est l'accélération des taux de croissance économiques afin de les augmenter et de les maintenir à des niveaux élevés tout en veillant à ce qu'ils touchent tous les secteurs et qu'ils profitent aux pauvres. A cet égard, il est absolument indispensable de maintenir un cadre macroéconomique stable tout en améliorant davantage le climat d'investissement et en mettant davantage de ressources à la disposition des secteurs stratégiques. Il convient, pour ce faire, d'engager un certain nombre d'actions.

- Premièrement, il est nécessaire d'approfondir les réformes dans le domaine de la gouvernance, en mettant particulièrement l'accent sur les réformes des cadres juridique et judiciaire. La priorité doit, notamment aller aux réformes visant à protéger les droits de propriété et à améliorer la gouvernance institutionnelle.
- L'amélioration de l'état des infrastructures doit aussi retenir la priorité car la précarité des infrastructures constitue souvent un obstacle majeur à l'investissement privé. Pour ce faire, il convient d'élaborer des stratégies novatrices – et en particulier de nouvelles formes de partenariats public-privé afin de mobiliser les innombrables ressources nécessaires au titre de l'investissement.
- Le troisième domaine d'intervention est la nécessité d'approfondir les réformes du secteur financier en vue de promouvoir une mobilisation plus efficace de ressources intérieures et extérieures.

- Le quatrième domaine d'intervention doit être nécessairement le renforcement des accords de coopération et d'intégration régionales qui jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de la compétitivité mondiale des économies africaines.

Pour atteindre les ODM, les pays africains devront aussi continuer à privilégier l'investissement dans l'éducation et la santé et en particulier dans la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA. Ces investissements sont nécessaires pour jeter les bases de la croissance à long terme et former une main d'œuvre qui puisse s'affirmer dans un univers de plus en plus compétitif.

Appui international aux efforts de développement de l'Afrique

Distingués participants,

A l'heure où les pays africains mobilisent leurs ressources humaines et financières pour réaliser les Objectifs de développement du millénaire (ODM), ils continueront forcément d'avoir besoin de l'appui soutenu et accru de leurs partenaires au développement. À cet égard, nous sommes encouragés par les récentes initiatives prises par les donateurs en vue d'intensifier leur soutien à l'Afrique.

Après une décennie de réduction de l'APD enregistrée au cours des années 90, le volume de l'APD en faveur de l'Afrique a commencé à augmenter ces trois dernières années. Conformément au consensus de Monterrey, plusieurs pays européens se sont engagés à accroître le volume de leur APD –comme le montre la décision prise récemment par 15 pays membres de l'Union européenne d'augmenter leur APD pour la porter à 0,51% de leur PIB avant 2010 --et les États-Unis ont créé le Millennium Challenge Account destiné à canaliser une forte augmentation des ressources additionnelles allouées au titre de l'APD. Nous accueillons favorablement toutes ces initiatives d'autant plus que le niveau actuel de l'APD est encore très nettement inférieur aux besoins de ressources extérieures des pays africains. Nous exhortons donc les donateurs à continuer d'accroître leur APD pour atteindre les niveaux requis. Par ailleurs, nous les invitons à examiner un certain nombre d'approches novatrices – telles que le Mécanisme international de

financement (IFF)) proposé par le Royaume Uni, diverses catégories de fiscalités internationales proposées par la France et la question des DTS et de leur utilisation pour le financement du développement -- pour financer l'augmentation du volume de l'APD, et concentrer ces financements en début de programme.

Nous sommes convaincus que les efforts déployés pour accroître l'APD doivent aller de pair avec un allègement supplémentaire de la dette des pays africains. Beaucoup a déjà été fait à cet égard dans le cadre d'actions bilatérales et de l'initiative PPTE. Vingt-trois pays africains sont à ce jour qualifiés pour bénéficier de cette initiative, et 14 ont atteint leur point d'achèvement. Par ailleurs, deux autres pays devraient se qualifier cette année. Plus récemment encore, nombre de pays donateurs ont recommandé l'annulation de la dette envers les institutions financières internationales. Nous appuyons fermement ces initiatives de réduction de la dette mais, comme pour l'Initiative PPTE, nous insistons sur la nécessité de garantir l'additionnalité des ressources consacrées à l'allègement de la dette et de préserver l'intégrité financière des institutions financières internationales).

Les échanges commerciaux constituent le troisième domaine important où l'appui de la communauté des donateurs est crucial pour les pays africains. La loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA) et l'initiative « Tout sauf les armes » de l'Union européenne permettent de stimuler les exportations des pays africains. Néanmoins, le consensus général est qu'il convient de redoubler d'efforts pour lever les barrières commerciales et supprimer les subventions agricoles dans les pays industrialisés. Bien que l'accord cadre de juillet 2004 ait donné une nouvelle impulsion au cycle de négociations de Doha sous l'égide de l'OMC, rien ne garantit encore que le cycle de négociations sera couronné de succès d'ici à la fin de l'année. Nous invitons donc tous les pays industrialisés et tous les pays en développement à œuvrer de concert pour faire aboutir ces négociations.

La Banque africaine de développement et l'appui en faveur des efforts de développement de l'Afrique

Distingués participants

Avant de conclure, permettez-moi d'évoquer, en quelques mots l'appui de la Banque africaine de développement à ses pays membres régionaux qui s'efforcent d'atteindre leurs objectifs de développement et tirent parti de l'évolution de la conjoncture sur le plan régional et international.

Comme les participants au présent Forum le savent sans doute, la Déclaration sur la vision que le Groupe de la Banque a adoptée en 1999 oriente les opérations de la Banque. En conséquence, toutes les opérations de la Banque ont pour objectifs primordiaux la réduction de la pauvreté et la promotion d'un développement économique durable dans des pays membres régionaux. A cette fin, la Banque mobilise des ressources tant concessionnelles que non concessionnelles pour financer des programmes et des projets de développement dans ses pays membres régionaux, tout en leur fournissant une assistance technique sous forme de conseils. Depuis sa création il y a 40 ans, la Banque a alloué près de 120 milliards de dollars au financement de programmes de développement dans les pays africains dont environ 53 millions de dollars ont été puisés dans ses ressources propres. Sur ces ressources, 25 milliards de dollars ont été mobilisés au cours de la seule décennie écoulée.

J'ai le plaisir de relever que comme pour l'Afrique, 2004 a été une année exceptionnelle pour la Banque, en ce qui concerne l'ensemble de ses activités. Les approbations du Groupe de la Banque se sont élevées à près de 4,4 milliards de dollars, soit le niveau de prêts, de dons et d'opérations d'allègement de la dette le plus élevé de l'histoire de la Banque. En outre, grâce à ses opérations de cofinancement, la Banque a réussi à mobiliser 3 milliards de dollars additionnels, portant ainsi le montant total des ressources générées au profit des pays membres régionaux à 7,4 milliards de dollars. Parallèlement à l'octroi de prêts et de dons, le Groupe de la Banque a continué de consentir des allègements de dette au titre de l'Initiative PPTE. À ce jour, il a accordé un allègement de la dette nominale de plus de 4 milliards de dollars en faveur de 23 pays.

Outre ses propres opérations de prêts et de dons, la Banque a hautement privilégié l'appui en faveur des efforts de coopération et d'intégration régionales, en donnant la priorité au soutien à l'Initiative du NEPAD. A la demande du Comité des Chefs d'État chargé de la mise en œuvre du NEPAD la Banque joue le rôle de chef de file dans les